



Westminster & City News

NUMÉRO 43

Du 10 au 16 novembre 2017

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCES PUBLIQUES

L'inflation est stable à 3 %, plus faible qu'attendue – Selon l'[ONS](#), l'indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 3 % en octobre alors que le rapport sur l'inflation de la Banque d'Angleterre anticipait une accélération à 3,2 %. L'inflation est portée par l'augmentation des prix de transports et des produits alimentaires (environ 4 % chacun) qui subissent l'effet de la dépréciation de la livre. Dans un [discours](#) prononcé devant l'*Oxford Economics Society*, le Sous-gouverneur Jon Cunliffe a indiqué que les effets de l'inflation sur les salaires n'étaient pas certains à ce stade malgré le très faible niveau de chômage. J. Cunliffe fait partie des deux membres ayant voté contre la décision d'augmentation du taux directeur.

INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES

L'activité économique reste dynamique au 3^{ème} trimestre 2017 – D'après les [indicateurs](#) de court terme de l'ONS, la production totale a augmenté de 1,8 % en glissement annuel. Dans l'industrie manufacturière (+2,7 %), cette hausse a principalement concerné les véhicules à moteur dont la production a atteint un niveau record en juillet 2017 avec la sortie de plusieurs nouveaux modèles. Le secteur de la construction présente également des résultats favorables en glissement annuel (+2,6 %). Enfin, le déficit commercial du RU (biens et services) a fortement diminué au 3^{ème} trimestre, d'environ -17 Md£ en 2016 à -9 Md£ en 2017.

Le taux de chômage se maintient à 4,3 % en septembre – Selon l'[ONS](#), le marché du travail est toujours dynamique avec 182 000 emplois créés par rapport à septembre 2016 (92,2 % dans le privé) et une baisse du taux de chômage de 0,6 pt. Les principaux secteurs créateurs d'emplois étaient (i) la santé et l'action sociale, (ii) le transport et (iii) l'hôtellerie et la restauration. Le taux d'emploi a cependant diminué une nouvelle fois (-0,1 pt à 75 %), portant ainsi le nombre de personnes inactives à 19,3 millions. En outre, les salaires hebdomadaires réels (primes comprises) se sont contractés pour le sixième mois consécutif, de -0,1 % en septembre après -0,3 pt en août (glissement annuel).

COMMERCE ET INVESTISSEMENT

Le déficit commercial du RU se réduit au 3^{ème} trimestre – D'après l'[ONS](#), les exports britanniques de biens et services ont augmenté de 11,3 % en glissement annuel contre 5,4 % pour les imports. Le déficit commercial s'est ainsi établi à -9,4 Md£ au 3^{ème} trimestre 2017, en diminution de 7,1 Md£ par rapport à l'année précédente. Le commerce extérieur britannique bénéficie de la hausse des exports de biens (14,2 %) et de services (7,8 %) qui font plus que compenser l'augmentation des imports (5,9 % pour les biens et 4 % pour les services). Les données en volume confirment cette tendance avec une hausse des exports de biens de 11 % et une augmentation des imports de 2,1 %. Les termes de l'échange diminuent cependant de 1,4 %, tirés par la hausse du prix des biens importés depuis les pays tiers (+4,4 %). L'excédent commercial français pour les échanges de biens a diminué de 966 M£ durant cette période, en raison d'une hausse de 33,5 % des exports en valeur vers la France.

25 % des administrateurs de sociétés envisageraient de délocaliser des emplois vers l'UE – Selon une [enquête](#) réalisée par l'*Institute of Directors* (IoD) auprès de 1 000 entreprises, un quart d'entre elles envisageraient de délocaliser une partie de leurs effectifs vers les pays de l'UE à 27. S'agissant de la dépréciation de la livre, 13 % des entreprises interrogées considéraient qu'elle avait eu un impact positif sur leurs activités, 30 % un impact négatif et 37 % aucun impact réel. Enfin, 7 % des entreprises avaient revu leurs investissements à la baisse depuis les résultats du référendum et 22 % avaient suspendu leurs décisions. Les entreprises de la finance seraient enfin mieux préparées au Brexit que celles de l'industrie. Lors d'une [audition](#) à la Chambre des Communes, un responsable de l'IoD a estimé que les discussions sur la frontière irlandaise et les droits des ressortissants européens ne pourraient progresser davantage compte tenu des limites imposées par la première phase des négociations.

Le groupe de travail bilatéral entre le RU et les États-Unis s'est réuni pour la deuxième fois – Après son lancement à Washington en juillet, le groupe de travail bilatéral avec les États-Unis s'est tenu à Londres du 13 au 15 novembre. Selon la [déclaration](#) conjointe communiquée par le ministère du Commerce international, les deux pays devraient créer un dialogue sur les PME et proposer des initiatives communes en matière de promotion de la propriété intellectuelle, tandis qu'en matière commerciale ils devraient principalement œuvrer à la continuité des échanges post Brexit. Lors d'une récente [audition](#) à la Chambre des Communes, L. Fox a indiqué que le RU et les É-U avaient fait des progrès « considérables » sur ce point, les travaux sur le futur ALE (*scoping*) se trouvant pour leur part à un stade préliminaire (« *early stage* »).

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

BREXIT

Le RU souhaiterait offrir un cadre *ad-hoc* post-Brexit pour faciliter les mouvements de professionnels – Lors d'une conférence organisée par UBS, David Davis, Ministre du Brexit, a [estimé](#) que la loi sur l'immigration qui sera présentée en 2018 s'attacherait à ce que le futur partenariat avec l'UE permette la mobilité des travailleurs, citant le cas d'« une banque [qui] souhaiterait envoyer un de ses employés de façon temporaire en Allemagne ou [d']un avocat [qui] souhaiterait aller rencontrer un client à Paris ». Il a confirmé le souhait du RU d'avoir une période de transition d'environ deux ans, qui devrait permettre aux entreprises de ne pas avoir à prendre de décision tant que le compromis avec l'UE n'est pas finalisé. Il a rappelé que pour le secteur financier, le RU poursuivait trois objectifs principaux : la stabilité financière, la protection des consommateurs et la coopération avec l'UE. *UK Finance*, qui représente l'industrie bancaire au RU, a par ailleurs publié un [rapport](#) précisant les modalités que pourrait prendre la future relation RU-UE dans les services financiers.

RÉGULATION FINANCIÈRE

HSBC Private Bank Suisse transige en France pour un montant de 300 M€ – La filiale suisse de la banque privée d'HSBC était [poursuivie](#) pour « blanchiment aggravé de fraude fiscale » et « démarchage illicite ». La banque avait été mise en examen en novembre 2014 pour avoir organisé un vaste système d'évasion fiscale en faveur de ses clients français, en 2006 et 2007. La banque a inauguré le nouveau dispositif de « convention judiciaire d'intérêt public » en négociant avec le Parquet national financier, ce qui permet des transactions pénales avec des personnes morales mises en cause pour certaines infractions, sans reconnaissance de culpabilité. Les poursuites contre *HSBC Private Bank Suisse* sont donc abandonnées tandis que la maison mère a bénéficié d'un non-lieu.

BANQUES ET ASSUREURS

S&P revoit ses perspectives à la hausse pour les banques britanniques – Si l'agence de notation [estime](#) que les perspectives pour les grandes banques britanniques sont « stables (Barclays, HSBC) et dans certains cas positives (RBS, Lloyds) », les notations restent en revanche inchangées. S&P indique que les profits des banques britanniques sont en hausse, que leurs programmes de ventes d'actifs toxiques hérités de la crise de 2008 sont en voie d'extinction et que leurs ratios de capitaux apparaissent solides. S&P estime que la résilience des institutions financières semble être suffisante pour faire face aux incertitudes liées au Brexit. Le scénario de base Brexit de S&P est celui d'un Brexit ordonné, accompagné d'une période de transition.

BOURSES ET MARCHÉS

Le Chancelier fantôme demande des clarifications sur la ligne de garantie de 2 Md£ accordée à Aramco –

Dans une [lettre](#) adressée au Chancelier de l'Échiquier Philip Hammond, John McDonnell (travailliste) souhaite obtenir plus d'éléments concernant les modalités d'octroi de cette garantie publique à l'export et s'interroge sur l'intérêt d'accorder cette ligne pour les contribuables britanniques. Il demande également si cette ligne est liée d'une façon ou d'une autre avec le souhait d'obtenir l'introduction en bourse de 5 % d'Aramco sur la place de Londres et si le gouvernement compte rendre public les échanges que le *HM Treasury* et *UK Export Finance* (agence publique de crédit-export) ont pu avoir sur ce dossier. La potentielle introduction en bourse d'Aramco Saudi (valorisée entre 900 Md\$ et 2 000 Md\$) est un enjeu majeur pour la City. Le régulateur britannique apparaissait déjà comme cherchant à faciliter l'IPO d'Aramco, notamment en assouplissant les conditions de cotation des sociétés détenues par des États et la commission parlementaire compétente s'est inquiétée de possibles interférences politiques.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Directeur de la publication : Philippe Guyonnet-Dupérat
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Guillaume de Conihout, Robin Fournier et Clément Leroy

Revu par : Philippe Guyonnet-Dupérat

Version du 16 novembre 2017